

# Les caciques argentins ont survécu à la crise

L'élection présidentielle argentine dont le premier tour se déroulera dimanche met aux prises des représentants d'une classe politique honnie et qui a empêché l'émergence d'une nouvelle génération

**BUENOS AIRES**

*De notre correspondante*

Il y a encore un an, les Argentins clamaient à leurs dirigeants : «*Qué se vayan todos !*» (Qu'ils s'en aillent tous.) La crise économique provoquée par la surévaluation du peso, lié pendant dix ans par une parité fixe au dollar américain, avait suscité une intense protestation populaire à partir du mois de décembre 2001. Des assemblées de quartiers naissaient un peu partout. La participation citoyenne paraissait ancrée dans les mœurs. Tous les mois, des manifestations rappelaient les émeutes des 19 et 20 décembre 2001, qui avaient fait une trentaine de morts. On parlait de renouveler entièrement le Parlement et de laisser la place à la nouvelle génération.

La consigne est restée lettre morte. Les Argentins attendent la prochaine élection présidentielle, dimanche, avec une rare apathie. Ces dernières semaines, ils se sont montrés plus passionnés par la guerre en Irak que par le scrutin. Leurs dirigeants, loin d'être partis, sont tous restés, et les candidats de dimanche sont presque tous de vieux routiers de la politique.

## L'ex-président Carlos Menem en tête des sondages

En tête des sondages figure Carlos Menem, 72 ans, chef de l'État entre 1989 et 1999. Il y a seulement dix mois, celui que l'on accuse d'avoir vendu le pays aux entreprises étrangères, était crédité de seulement 7,2 % des intentions de vote. Aujourd'hui, il atteint 18,3 %, avec une hausse de trois points en un mois. Il affirme qu'il sera élu dès le premier tour avec 42 % des voix, mais 57 % des Argentins ont déclaré



*Passants dans une rue de Buenos Aires. Les Argentins restent apathiques face à la prochaine élection présidentielle, dérouterés, notamment, par la dispersion des candidatures et des propositions.*

qu'ils ne voteraient «*jamais*» pour lui. Les analystes estiment que les électeurs de Menem pourraient être plus nombreux que ce qu'indiquent les sondages. Cependant, les intentions de vote des quatre premiers candidats oscillent toutes entre 16 et 18 % : un virtuel match nul, étant donné la marge d'erreur de 2,8 %, et nul ne s'aventure à anticiper les résultats définitifs.

Fait unique, les deux principaux partis du pays – les péronistes et

les radicaux – se présentent divisés. Les premiers, qui n'ont pas pu organiser d'élections primaires, comptent trois candidats au premier tour : Carlos Menem, Adolfo Rodríguez Saa, un des présidents fugitifs des quatre premiers mois de la crise financière, et Nestor Kirchner, gouverneur de la province de Santa Cruz et dauphin de l'actuel président, Eduardo Duhalde, ennemi juré de Carlos Menem.

De son côté, le candidat officiel

du parti radical, Leopoldo Moreau, n'est crédité que de 2 % des voix tandis que Ricardo Lopez Murphy, ancien ministre de l'économie sous Fernando de la Rúa (radical), qui a fondé son propre mouvement, a créé la surprise en atteignant la troisième place dans les sondages, dépassant Rodríguez Saa et talonnant Nestor Kirchner, avec 16,3 % des intentions de vote. Il y a dix mois, il n'en obtenait que 2,6 %. La social-chrétienne Elisa Carrio, dissidente radicale qui

caracolait en tête de tous les sondages il y a un an, n'obtient plus que 12 % des intentions de vote, en cinquième place.

Face à la dispersion des voix (au total, 19 candidats se disputent la présidence), les Argentins pourraient devoir se rendre aux urnes pour un deuxième tour le 18 mai : une première dans un système politique traditionnellement bipartite. La campagne, terne et ennuyeuse, n'a pas su éveiller l'intérêt de la population, qui a du mal à faire la différence entre les propositions des uns ou des autres et croit dur comme fer, surtout après la débâcle de De la Rúa en décembre 2001, que «*seuls les péronistes sont capables de gouverner*».

L'enjeu, malgré l'apathie de la population, est de taille. Le président qui prendra le pouvoir le 25 mai héritera d'une crise économique sans précédent qui est loin d'être surmontée. Il devra renégocier la dette – un accord intérimaire signé avec le Fonds monétaire international en janvier expire en août –, traiter le dossier explosif de la hausse des tarifs publics réclamée par les entreprises privatisées, contrôler l'inflation qui risque de s'enlever à tout moment et améliorer le sort d'une population qui compte plus de 60 % de pauvres.

Reste à savoir si ce scrutin se déroulera normalement. Carlos Menem, Elisa Carrio et Adolfo Rodríguez Saa évoquent déjà la possibilité d'une fraude. Et tous ont en mémoire des élections provinciales début mars à Catamarca : les partisans du sénateur péroniste Luis Barriónuevo, dont la justice a empêché la candidature, ont brûlé des urnes et provoqué des émeutes telles que le scrutin a dû être annulé.

**Angeline MONTROYA**

# En Asie, deux méthodes contre la pneumopathie

**ÉPIDÉMIE** Singapour a réagi plus vite et plus fermement que Hong Kong à la crise du Sras, parvenant à limiter le développement de la maladie. Deux gestions de la crise qui symbolisent la façon de faire des deux villes

**BANGKOK**

*De notre correspondant*

Face à l'épidémie de Sras (syndrome respiratoire aigu sévère), Singapour et Hong Kong se retrouvent, une fois de plus, comparées l'une à l'autre. La ville-État, souvent critiquée pour son gouvernement autoritaire qui laisse peu de place à la liberté d'expression, présente

un bilan plutôt positif dans la lutte contre la maladie. Inversement, le gouvernement de Hong Kong s'est semble-t-il laissé submerger par le Sras, et se retrouve aujourd'hui critiqué de toute part. Le bilan est sans appel : 186 cas à Singapour et 16 morts, contre 1 434 à Hong Kong et 99 morts, mais il faut dire que Hong Kong touche le continent chinois d'où serait parti le virus.

Tout commence le 12 mars,

quand l'Organisation mondiale de la santé (OMS) décide de lancer une alerte globale face à l'apparition d'une mystérieuse maladie, alors appelée pneumonie atypique. Dès le lendemain, le ministère de la santé (MOH) de Singapour réagit, soulignant trois cas suspects dans ses hôpitaux. Le 14 mars, six nouveaux cas sont soulignés, et le MOH recommande de ne pas voyager dans les régions où la maladie est déclarée, à savoir Hanoï, Hong Kong, et le Guangdong, dans le sud de la Chine. Dès le 15 mars, avec 16 cas suspects, le gouvernement demande très officiellement à tous ceux qui pensent pouvoir être contaminés de se faire connaître le plus vite possible. Deux jours plus tard, il crée une *task force* spéciale chargée du Sras.

Inversement, à Hong Kong, le lendemain de l'alerte de l'OMS, et alors qu'un foyer à l'hôpital Prince-de-Galles compte déjà 24 malades, le ministre de la santé, Yeoh Eng-kiong, déclare : «*Le public n'a pas de raison de s'inquiéter*». Deux jours plus tard, avec quatre foyers déclarés et 47 malades, aucune consigne publique n'est donnée. Le lendemain, le ministre de la santé se plaint de la définition

que l'OMS fait de la pneumonie atypique : selon lui, celle-ci serait trop large et engloberait de nombreux cas qui n'ont rien à voir, au risque de provoquer une panique non justifiée.

La comparaison entre les deux villes peut continuer à l'identique : des mesures de quarantaine forcée sont prises à Singapour le 24 mars, tandis que Hong Kong fait de même le 31 mars ; les écoles seront fermées à Singapour le 26 mars, tandis que Hong Kong attendra le 29. Et cela, bien que le nombre de cas à Singapour soit bien moins important.

## Des réactions qui reflètent des mentalités différentes

Au-delà des faits, la réaction des deux villes face à la crise symbolise l'ambiance qui y règne. D'un côté, Singapour, une ville dont les habitants ont l'habitude de réagir aux consignes le doigt sur la couture du pantalon, certainement pas choqués par des mesures de quarantaine forcée, et qui sont fiers de leur gouvernement. De l'autre, sept millions de personnes qui doutent, mal à l'aise depuis la rétrocession à la Chine de 1997 et dont le chef exécutif, Tung Chee-hwa, est très impopulaire.

Pourtant, depuis fin mars, Tung Chee-hwa a multiplié les apparitions et les déclarations alarmistes. L'information est donnée de manière transparente. Des spots télévisés ont été diffusés, qui montrent du personnel hospitalier et du personnel de nettoyage au travail, terminant par le cri : «*Ensemble, nous allons battre la pneumonie atypique*». Rien n'y fait. «*Le Sras, c'est la goutte qui fait déborder le vase*», estime un observateur basé à Hong Kong.

Inversement, le gouvernement de Singapour se trouve encore plus apprécié. «*Les autorités ont réagi rapidement, juge un analyste occidental. La population considère qu'elles font ce qu'il faut*». Le premier ministre, Goh Chok Tong, a multiplié les annonces catastrophiques : selon lui, il s'agit de «*la pire crise*» qu'ait connu le pays et cela pourrait coûter entre un demi-point et un point de croissance. «*C'est la façon de faire du gouvernement de Singapour, qui peut ainsi dire à la fin de l'année : vous voyez, nous n'avons pas si mal réussi*», souligne un économiste. Une méthode, mélange d'alarmisme et de décisions dures, qui semble aujourd'hui avoir été efficace.

**Éric ALBERT**

## L'OMS déconseille de se rendre à Pékin

■ **L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a annoncé hier qu'elle déconseillait aux voyageurs de se rendre à Pékin, dans la province chinoise du Shanxi (nord) et à Toronto (Canada), en raison de l'épidémie de pneumonie atypique.**

Cette «*recommandation provisoire*» sera réévaluée par l'OMS dans trois semaines, «*ce qui correspond à deux fois la période maximale d'incubation du Sras*». L'OMS avait déjà mis en garde, le 2 avril, contre les voyages vers Hong Kong et la province méridionale chinoise de Guangdong, premiers foyers de l'épidémie. Cette première recommandation, qui était déjà inédite dans l'histoire de l'OMS, est «*maintenue*».

■ **La pneumonie atypique a fait 15 morts de plus hier à Hong Kong et en Chine** alors que les autorités des pays touchés par l'épidémie prennent des mesures de plus en plus draconiennes pour tenter de la juguler.

■ **Principal pays touché par la maladie, la Chine** a recensé officiellement 2 305 cas et 106 morts, avec 693 cas et 35 morts pour Pékin seulement.